

### ***Femmes de fermes* par Marie-Anne DALEM (Belvédère -2008)**

Voilà un livre inattendu que devraient lire les aficionados du Haut-Doubs, celui de la terre et des morts, celui du métier ou plutôt de l'état le plus authentique : paysan plutôt qu'agriculteur et surtout paysanne sans laquelle la terre ne serait que friche.

Livre étonnant dans son titre, *Femmes de fermes*, mais pourquoi pas, tant la richesse du contenu dissipe l'étrangeté du titre. Car, si étonnement il doit y avoir, c'est bien à l'égard du contenu qui est celui d'une véritable enquête, celle que Lévi- Strauss, aujourd'hui centenaire, conduisit, au titre de l'ethnologie, dans la forêt amazonienne, et que Marie-Anne Dalem réalise, au titre de l'anthropologie, dans le Haut-Doubs. Mais, et c'est un autre sujet d'intérêt, l'enquête est conduite méthodiquement, à partir d'un panel d'une quarantaine de femmes, actives dans l'agriculture ou qui l'ont été, de 25 à 85 ans.

Enfin, ultime étonnement, l'auteur a choisi, par le hasard d'une résidence secondaire, un champ géographique qui n'est pas le plus immédiatement attendu dans le Haut-Doubs, le plateau de Belleherbe, « mis à l'écart », note l'auteur qui, déjà, en exorde, voyait dans la Franche-Comté « une terre extrême ». Mais l'enjeu de ce livre tient à son intérêt, tant il témoigne d'une connaissance fine de la condition féminine dans ce métier de la terre, il y a 50 ou 60 ans, et aujourd'hui. On n'est pas dans le film nostalgique de Depardon (*La vie moderne*), mais dans l'analyse structurée de la condition féminine en agriculture, depuis la II<sup>ème</sup> Guerre. On lira avec intérêt l'évocation de la vie quotidienne dans les fermes-maisons fortes de l'après-guerre, où règnent le confinement, l'autarcie patriarcale, la vie des femmes, rythmée par le travail dès l'aube, les couches et la promiscuité, cohabitation, dit-on pudiquement, aujourd'hui, en attendant la prime de décohabitation. C'est l'univers à trois dimensions : la météo pour le travail, la religion pour l'espérance, la famille pour la descendance. La population active agricole s'est effondrée, mais les femmes, aujourd'hui largement libérées de la contrainte, peuvent y faire leur vie. Ce livre mérite le détour, même si son mystère échappe, même si l'on ne peut feindre la complicité pour le commenter. Mais la clé du mystère est, sans doute, à rechercher dans la culture de son auteur qui a enseigné l'histoire romaine pendant 30 ans. Et c'est parce que la Rome antique reste, pour ses spécialistes, quintessence de civilisation et référence toujours d'actualité, que Marie-Anne Dalem a choisi le plateau de Belleherbe pour exercer sa sagacité d'historienne du vivant.

### ***Cent jours-La tentation de l'impossible* (Mars-juillet 1815) par Emmanuel de WARESQUIEL (Fayard-2008)**

***La conscience est ce qui reste après l'honneur et encore plus après les honneurs qui, comme on le sait, sont la fausse monnaie de l'honneur***  
**E. de WARESQUIEL**

Emmanuel de Waresquiel est décidément l'historien patenté de la monarchie parlementaire, tout particulièrement de la Restauration, ce qui, à tout le moins, vérifie le gisement inépuisé de cette période, moins explorée que la Révolution et l'Empire. Mais Waresquiel fait mieux : il renouvelle des sujets qui encombrant les bibliothèques, comme son *Talleyrand*, aujourd'hui diffusé à près de 100000 exemplaires. Son histoire de la Chambre des pairs (*Un groupe d'hommes* - 39 -

*considérables*), issu d'une thèse, est tout aussi remarquable, même si le sujet a été moins étudié que le précédent.

Aujourd'hui, ses *Cent Jours* sont aussi passionnants que le *Talleyrand* de 2004. On y retrouve la même qualité d'écriture, la vigueur du style, l'érudition servie par une maîtrise panoramique de la bibliographie, soit pour les *Cent-Jours*, plus de 150 références. Le résultat, c'est une lecture renouvelée, tonique, agréable qui n'a rien à voir avec « la méditation exaltée » de Villepin. Les *Cent-Jours* racontés par Waresquiel, c'est toujours une écriture à deux niveaux. D'abord, celui des faits, de l'histoire qui s'accélère au gré de trois régimes en 15 mois. Mars 1814, c'est l'abdication de Napoléon et la première Restauration. Mars 1815, c'est le retour de Napoléon qui est, le 20 mars, à Paris, déserté par Louis XVIII en route pour l'exil, à Gand. Le 8 juillet suivant, Louis XVIII rentre, après Waterloo, dans « les fourgons de l'étranger ». 1814-1815 : quatre régimes si l'on tient compte de l'Empire finissant. Ce bref laps de temps va opposer deux France résolument inconciliables, celle de la monarchie légitime et du drapeau blanc, des victimes de la Terreur et des persécutions, de l'émigration et de l'exécution du duc d'Enghien, et cette autre France qui rebondit pendant les Cent-Jours en ramenant l'égalité pour les Français et le messianisme libérateur pour l'Europe.

Mais par-delà ces exils discrets et retours en fanfare, c'est la comédie humaine en filigrane qui est la plus passionnante et, sans doute, la plus consternante, celle qui va générer opportunisme et indignité, lâcheté et servilité. C'est une humanité couarde et rampante qui, d'un coup, va être projetée en pleine lumière, avec ces changements de régime à répétition et l'urgence de ne pas se tromper dans ses ralliements. C'est l'un des témoins de l'époque qui recense 7 à 800 vieux serviteurs, courtisans et favoris sur la route de Gand et... 50 000 au retour.

Les Cent-Jours, c'est une terrible plongée dans les abysses de l'indignité, immortalisée par le tandem Talleyrand-Fouché, le premier, plus habile dans le double jeu, le second, plus dangereux, plus meurtrier, tant il lui faut faire oublier ses propres crimes, mais tous deux investis de l'onction sainte, celle de l'évêque et de l'Oratorien, qui impose une froide résolution à la mesure d'une constante trahison.

Chez ces deux spadassins, chez Benjamin Constant, autre figure emblématique de l'opportunisme, les débats de conscience tiennent peu de place. Le sens de l'Histoire l'emporte. Mais, pour d'autres, moins enclins à la trahison et plus exigeants dans leur engagement, que d'hésitations et finalement de reniements, ceux des chefs de l'armée qui ont prêté serment à Louis XVIII, mais ne résistent pas à l'onde de choc du retour de l'île d'Elbe, à tout ce qu'il porte de mirage, de temps retrouvé, celui de la Grande nation, phare de l'Europe. Comment la monarchie restaurée, incarnée par ce Roi cacochyme et podagre pourrait-elle résister à la vague qui la submerge ? L'Europe liguée contre l'Ogre ne l'aidera pas et contribuera au bilan dévastateur des Cent-Jours : une première paix, après l'abdication de Napoléon, qui ménage les intérêts de la France, une seconde, après les Cent-Jours, très défavorable. Et pour corser le bilan, une nouvelle force qui se lève pour agiter et miner la monarchie parlementaire, jusqu'au 2 décembre 1851 : le bonapartisme.

**« Il y a 50 ans naissait la constitution de la V<sup>ème</sup> République »-(Bulletin quotidien du 3.10.2008)**

Le BQ, habituellement précis dans son information et mesuré dans ses jugements s'est montré sans nuances dans son analyse de la chute de la IV<sup>ème</sup>

- 40 -

République : « Classe politique divisée, blocage des institutions, coup de force des généraux d'Algérie, investiture du général de Gaulle sous la contrainte du coup d'État... » Voilà la V<sup>ème</sup> République exécutée sur les fonts baptismaux, avant même de lui reconnaître le moindre droit d'inventaire. L'objectivité historique commande d'apporter un double bémol à ce résumé trop cursif pour être vrai. D'abord sur l'agonie de la IV<sup>ème</sup> République. La I<sup>ère</sup> est morte de la guerre à l'extérieur et de la Terreur à l'intérieur, la II<sup>ème</sup>, de son refus de la révision constitutionnelle pour autoriser la réélection du Prince-Président, la III<sup>ème</sup> de la défaite. La IV<sup>ème</sup> meurt d'inanition. Le régime ne gouverne plus ; il est même menacé dans sa souveraineté, avec l'internationalisation de la guerre d'Algérie. L'affaire des Bons offices Murphy-Beeley, après le bombardement de Sakiët, en Tunisie, scelle, non seulement l'impuissance de ces gouvernements de rencontre, mais le risque de règlement de la question algérienne, à la manière de l'Indochine, c'est-à-dire à Genève.

Un gouvernement incapable de régler ses problèmes intérieurs, menacé de diktat par les Anglo-Saxons, comme on l'avait déjà subi avec l'opération de Suez, en état de banqueroute financière, n'a plus de raison d'être. Alors, second bémol : le coup d'État. Qui ne se souvient de la conférence de presse du Général, en mai 1958, et de sa fameuse apostrophe : « Est-ce que j'ai l'âge d'un dictateur ? » Non, de Gaulle a été appelé par les chefs de parti, de droite et de gauche, par Guy Mollet, en particulier, qui sera vice-président du Conseil dans son Gouvernement du 3 juin, avec mission de préparer une nouvelle constitution sur la base de principes républicains, énoncés par le Parlement. Que les militaires, taraudés par le souvenir de leurs défaites -1940,1954 (Indochine), 1956 (Suez)- aient commencé à s'agiter dans les popotes, certes. Mais l'investiture du Général a été totalement démocratique, il est vrai, sur un champ de ruines, celui d'une IV<sup>ème</sup> République à bout de souffle.

Si débat historique, il doit y avoir, c'est sur l'ambiguïté de la politique gaulliste en Algérie et sur les conditions de réalisation de l'indépendance. Mais c'est un autre débat, celui d'une gauche mystifiée, celle de Mitterrand qui, après la Toussaint rouge, déclare, comme ministre de l'Intérieur : « L'Algérie, c'est la France », avant de se caler à gauche pour constater que la politique libérale en Algérie, c'est de Gaulle qui la conduira.